

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## MARCHÉ PUBLIC DE SERVICE

---

**Assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour de la  
programmation**

**Lot 01 : AMO pour la construction d'un bâtiment  
ORL/OPHTALMOLOGIE sur le site de Pellegrin**

---

**Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux**  
12 Rue Dubernat  
33404 Talence CEDEX

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	3
1.1 - Objet du contrat .....	3
1.2 - Décomposition du contrat .....	3
1.3 - Réalisation de prestations similaires .....	3
2 - Pièces contractuelles .....	3
3 - Intervenants .....	4
3.1 - Cotraitance .....	4
4 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	4
5 - Durée et délais d'exécution .....	4
5.1 - Délai d'exécution .....	4
5.2 - Délais d'exécution des tranches .....	4
6 - Prix .....	6
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	6
6.2 - Modalités de variation des prix .....	6
6.3 - Dispositions spécifiques aux tranches .....	6
7 - Garanties Financières .....	6
8 - Avance .....	7
8.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	7
8.2 - Garanties financières de l'avance .....	7
9 - Modalités de règlement des comptes .....	7
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	7
9.2 - Présentation des demandes de paiement .....	7
9.3 - Délai global de paiement .....	8
9.4 - Paiement des cotraitants .....	8
9.5 - Paiement des sous-traitants .....	8
10 - Conditions d'exécution des prestations .....	8
10.1 - Présentation des livrables .....	9
10.2 - Modifications techniques .....	9
11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	9
12 - Constatation de l'exécution des prestations .....	9
12.1 - Vérifications .....	9
12.2 - Décision après vérification .....	10
13 - Garantie des prestations .....	10
14 - Pénalités .....	10
14.1 - Pénalités de retard .....	10
14.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	10
14.3 - Autres pénalités spécifiques .....	11
15 - Assurances .....	11
16 - Résiliation du contrat .....	11
16.1 - Conditions de résiliation .....	11
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	11
17 - Règlement des litiges et langues .....	11
18 - Dérogations .....	12

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la mission d'Assistance à Maitrise d'Ouvrage pour la construction d'un bâtiment ORL/OPHTALMOLOGIE sur le site de Pellegrin.

## 1.2 - Décomposition du contrat

Le contrat est décomposé en deux lots techniques de la manière suivante :

Lots	Désignation
Lot 01	AMO pour la construction d'un bâtiment ORL/OPHTALMOLOGIE sur le site de Pellegrin
Lot 02	AMO pour la restructuration des bâtiments BTE, Tripode et UNDR sur le site de Pellegrin

**Les dispositions du présent CCAP ne concernent que le lot 01 relatif à l'Assistance à Maitrise d'Ouvrage pour la construction d'un bâtiment ORL/OPHTALMOLOGIE sur le site de Pellegrin.** Les prestations sont réparties en 3 tranches (1 tranche ferme et 2 tranches optionnelles) :

Tranche(s)	Désignation
TF	Préprogramme et faisabilité
TO001	Assistance à la sélection des candidatures du marché global
TO002	Assistance à l'analyse des offres du marché global

## 1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, à savoir des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage de programmation.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

# 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
  - Annexe 1, le cas échéant : Désignation des cotraitants et répartition des prestations entre cotraitants ;
  - Annexe 2 : Délais d'exécution des prestations ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe ;
  - Annexe 1 : "Convention interchange EDIFLEX" ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre du titulaire ;
- Les actes de sous-traitances acceptés et agréés par le représentant du pouvoir adjudicateur ;

### 3 - Intervenants

#### 3.1 - Cotraitance

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire.

### 4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-PI.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

### 5 - Durée et délais d'exécution

#### 5.1 - Délai d'exécution

Le contrat est conclu pour une période allant de sa date de notification et jusqu'à la validation par le maître d'ouvrage du dernier livrable.

L'exécution des prestations débute à compter de la notification du présent marché.

Le délai maximum d'exécution du marché entre le début des prestations et la réception du dernier livrable est de 9 mois pour la Tranche Ferme.

#### 5.2 - Délais d'exécution des tranches

Le délai d'exécution de chaque tranche est fixé(e) comme suit :

Tranche	Elements de mission	Date de début	Délai de réalisation	Délai de validation des livrables et validation reprises	Délai de reprise des livrables par le titulaire (le cas échéant)	Date de fin
TF Préprogramme et faisabilité	Approfondissement des axes retenus au Schéma Directeur Immobilier (article 6.1 du CCTP)	Date de notification du marché au titulaire	Cf. Annexe 2 à l'acte d'engagement	2 semaines	Cf. Annexe 2 à l'acte d'engagement	Date de validation du livrable par le maître d'ouvrage
	Traduction des scénarios organisationnels retenus (article 6.2 du CCTP)	Date de validation de l'élément de mission précédent	Cf. Annexe 2 à l'acte d'engagement	2 semaines	Cf. Annexe 2 à l'acte d'engagement	Date de validation du livrable par le maître d'ouvrage
	Déclinaison chiffrée des scénarios retenus	Date de validation de l'élément de mission précédent	Cf. Annexe 2 à l'acte d'engagement	3 semaines	Cf. Annexe 2 à l'acte d'engagement	Date de validation du livrable par le maître d'ouvrage

	(article 6.3 du CCTP)					
	Etude de faisabilité (article 6.4 du CCTP)	Date de validation de l'élément de mission précédent	Cf. Annexe 2 à l'acte d'engagement	3 semaines	Cf. Annexe 2 à l'acte d'engagement	Date de validation du livrable par le maître d'ouvrage
	Programmation détaillée (article 6.5 du CCTP)	Date de validation de l'élément de mission précédent	Cf. Annexe 2 à l'acte d'engagement	3 semaines	Cf. Annexe 2 à l'acte d'engagement	Date de validation du livrable par le maître d'ouvrage
	Assistance à la rédaction du Dossier de Consultation des Concepteurs (article 6.6 du CCTP)	Date de validation de l'élément de mission précédent	Cf. Annexe 2 à l'acte d'engagement	3 semaines	Cf. Annexe 2 à l'acte d'engagement	Date de validation du livrable par le maître d'ouvrage
TO001 : Assistance à la sélection des candidatures du marché global		Date fixée par l'ordre de service affermissant la tranche	Cf. Annexe 2 à l'acte d'engagement	3 semaines	Cf. Annexe 2 à l'acte d'engagement	Date de validation du livrable par le maître d'ouvrage
TO002 : Assistance à l'analyse des offres du marché global		Date fixée par l'ordre de service affermissant la tranche	Cf. Annexe 2 à l'acte d'engagement	3 semaines	Cf. Annexe 2 à l'acte d'engagement	Date de validation du livrable par le maître d'ouvrage

Ces délais partent, pour chaque tranche, à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des prestations lui incombant.

Le délai limite de notification de l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution d'une tranche optionnelle court à compter du début d'exécution de la tranche précédente. L'ordre de service notifié au titulaire et valant affermissement de la tranche optionnelle indique au moment de sa notification la date prévue pour le démarrage de son exécution.

Les délais limite de notification de l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution d'une tranche optionnelle sont indiqués ci-dessous :

Tranche(s) optionnelle(s)	Délai limite de notification
TO001 : Assistance à la sélection des candidatures du marché global	6 mois
TO002 : Assistance à l'analyse des offres du marché global	9 mois

## 6 - Prix

### 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire par tranche, selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Ce prix comprend toutes les prestations et interventions nécessaires jusqu'à l'achèvement de la mission. Il comprend notamment toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 17.4 du CCAG PI de 2021, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'intervenant autre que la maîtrise de l'ouvrage au titre de la présente opération.

### 6.2 - Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix sont actualisables par application aux prix de chaque tranche d'un coefficient  $C_n$  donné par la formule :

$$C_n = (ING(d-3) / ING(o))$$

Selon les dispositions suivantes :

- $C_n$  : coefficient d'actualisation.
- $d$  : mois de début d'exécution des prestations
- Index ( $d$ -nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois  $d$  diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois  $d$  du début d'exécution des prestations soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index ( $o$ ) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

### 6.3 - Dispositions spécifiques aux tranches

Les prix sont établis sans rabais ni indemnité de dédit.

## 7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **8 - Avance**

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B prévue à l'article 11.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles.

### **8.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial de la tranche ferme est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 10,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche ferme, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant initial de la tranche ferme. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80%.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### **8.2 - Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance

## **9 - Modalités de règlement des comptes**

### **9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

L'exécution du marché ouvre droit au versement d'acomptes calculés comme il suit, pour chaque prix forfaitaire par tranche :

- 30% à la date d'affermissement de la tranche optionnelle, et à la date de notification de l'ordre de service prescrivant l'exécution des prestations pour la tranche ferme ;
- 70% à la validation par le maître d'ouvrage du dernier livrable, pour la tranche concernée.

### **9.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Ediflex. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26330582300019

### **9.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **9.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

### **9.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

## **10 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).



### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

### Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

Pour autant, et concernant la partie « délais », l'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 15 jours à compter de la date d'envoi de cette information, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI de 2021, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de refuser le remplaçant proposé par une décision motivée, le cas échéant le titulaire dispose d'un délai supplémentaire de 10 jours à compter de la notification de cette décision pour proposer un autre remplaçant.

### Remplacement à l'initiative du maître d'ouvrage :

Dans les cas suivant :

- insuffisance avérée de la personne sur l'un des domaines de compétences fondamentaux de l'AMO, sur décision motivée du pouvoir adjudicateur
- comportement incompatible avec l'organisation d'une coordination efficace de l'ensemble des intervenants, sur décision motivée du pouvoir adjudicateur

Le maître d'ouvrage pourra demander au titulaire le remplacement de la personne déficiente selon les modalités stipulées ci-dessus.

## **10.1 - Présentation des livrables**

Les livrables sont adressés dans les conditions suivantes :

Les modalités de présentation des livrables sont détaillées à l'article 5.4 du CCTP.

Le contenu des livrables, pour chaque élément de mission, est détaillé au sein du CCTP.

## **10.2 - Modifications techniques**

Par dérogation à l'article 23 du CCAG-PI, pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant, sous réserve des dispositions des articles R.2194-1 à R.2194-9 du Code de la commande publique.

## **11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

## **12 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **12.1 - Vérifications**

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

Les vérifications sont effectuées par l'acheteur selon les délais stipulés à l'article 5.2 du présent CCAP (délai de validation).

Par dérogation à l'article 28.3 du CCAG PI, le point de départ pour les opérations de vérification est la réception du livrable par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG PI, l'acheteur n'informe pas le titulaire des jours et heures fixés pour ces vérifications, effectuées selon les délais stipulés à l'article 5.2 du présent CCAP.

## **12.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions suivantes :

Par dérogation à l'article 29 du CCAG PI, si l'acheteur ne notifie pas sa décision dans le délai mentionné à l'article 5.2 du présent CCAP, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai.

Par dérogation à l'article 29.2.1 du CCAG PI, lorsque l'acheteur estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur, les prestations mises au point, dans les délais stipulés à l'article 5.2 du présent CCAP (délai de reprise des livrables).

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de deux jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'acheteur a le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les délais stipulés à l'article 5.2 du présent CCAP (délai de validation des livrables).

## **13 - Garantie des prestations**

Aucune garantie n'est prévue.

## **14 - Pénalités**

### **14.1 - Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison d'un élément de mission est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 100,00 €.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### **14.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 200,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 14.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non remise des comptes-rendus de réunion dans le délai imparti de 2 jours	Journalière	100,00 €	Délai figurant à l'article 5.3 du CCTP
Absence non justifiée aux réunions	Forfaitaire	500,00 €	
Non remise des livrables dans les délais	Journalière	100,00 €	

## 15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 16 - Résiliation du contrat

### 16.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### 16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

## **18 - Dérogations**

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 10.2 du CCAP déroge à l'article 23 du CCAG - Prestations intellectuelles
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 35 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 28 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 12.2 du CCAP déroge à l'article 29 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 12.1 du CCAP déroge aux articles 28.3 et 28.5 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 12.2 du CCAP déroge aux articles 29 et 29.2.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles